

## QUESTIONNAIRE D'ENTRETIEN AUPRES DES ACTEURS LES PLUS IMPLIQUES DANS L'APPLICATION ET/OU LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE LA DTA

---

**Structure : Conservatoire du littoral**

**Le 07/06/2024**

**Interlocuteurs : Régis LEYMARIE, Délégué adjoint Normandie**

*La Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Seine, approuvée en juillet 2006 en Conseil d'Etat et couvrant le territoire de l'estuaire de la Seine au sens large (700 000 hectares, environ 950 communes et 1,5 million d'habitants), poursuivait les objectifs suivants :*

- *Renforcer l'ensemble portuaire normand dans le respect du patrimoine écologique des estuaires ;*
- *Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel et les paysages, prendre en compte les risques ;*
- *Renforcer les dynamiques de développement des différentes parties du territoire.*

### **A - Votre structure a-t-elle eu l'occasion de mettre en œuvre la Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Seine ? Si oui, dans quel cadre ?**

Oui dans les orientations 2015 de la stratégie d'intervention afin de consolider la préservation des grandes entités paysagères ou de zones humides de l'estuaire de Seine.

### **B - Selon vous et d'une manière générale, quels sont les effets de la Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Seine ? Les points forts et faibles ?**

Points forts : la DTA a officialisé les arbitrages de l'Etat en matière d'aménagement et de préservation des espaces naturels (Loi Littoral notamment).

Points faibles : la DTA est désormais obsolète en partie. Il convient de trouver les modalités de coordination des politiques publiques.

*La Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Seine a fait l'objet d'un premier bilan en 2022. Ce dernier a permis d'apprécier le degré de reprise des orientations et objectifs de la DTA au sein des documents d'urbanisme et notamment des SCoT. Si cette première analyse montre que la DTA et ses objectifs sont globalement bien intégrés, elle a permis d'identifier 3 objectifs méritant une réflexion plus approfondie.*

Il s'agit des objectifs suivants classés suivant leur degré de prise en compte :

- **Objectifs au développement indéterminé :**
  - **Objectif 1-1 :** poursuivre la politique d'équipement des ports – Ports du Havre, de Rouen et de Caen
  - **Objectif 2-2 :** mettre en valeur les grands ensembles naturels et paysagers caractéristiques de la Normandie
- **Objectifs à risque de non atteinte :**
  - **Objectif 1-3 :** améliorer la desserte portuaire

Selon vous, ces objectifs vous semblent-ils atteints dans vos champs de compétences et/ou documents stratégiques et/ou sur votre périmètre géographique d'intervention ?

- **C - Pour l'objectif de poursuite de la politique d'équipement des ports – Ports du Havre, de Rouen et de Caen ?**

Le Conservatoire du littoral n'a pas (directement) d'avis sur la stratégie d'équipement des ports.

- **D - Pour l'objectif de mise en valeur des grands ensembles naturels et paysagers caractéristiques de la Normandie ?**

En ce qui concerne la protection et la mise en valeur (deux notions différentes), le Conservatoire du littoral se rapporte aux bilans réalisés par le GIP Seine aval ou ceux de l'Etat en matière de préservation des écosystèmes estuariens.

- **E - Pour l'objectif d'amélioration de la desserte portuaire ?**

Sujet du ressort des Ports.

**Pour chacun des objectifs :**

- **F - Si oui, dans quels documents stratégiques et/ou de planification et/ou politiques publiques sont-ils repris ?**
  - La stratégie des « Ports » à la fois de HAROPA et de Ports de Normandie (pour Caen Ouistreham).
  - La stratégie d'intervention à l'horizon 2050 du Conservatoire du littoral (en cours d'actualisation) qui sera votée par le Conseil d'Administration en juin 2025. Comme en 2015, les objectifs de préservation des zones humides estuariennes à l'échelle de l'estuaire demeurent d'actualité en 2024 (marais de Cressenval ou du Hode (en rive Nord), marais Vernier, Risle Maritime ou Rives de Seine Sud (pour la partie sud).
  - La protection foncière assurée par le Conservatoire du littoral permet en partie à l'Etat de garantir vis-à-vis de l'Union Européenne les engagements internationaux signés par la France.

- Une convention de partenariat est en cours de validation entre HAROPA et le Conservatoire du littoral. Elle a pour objectif de préciser les modalités de mises en place de mesures compensatoires entre les signataires. Elle sera signée dans le 2nd semestre 2024.
- Le SAGE de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) doit être intégré également.
- Le plan de gestion de la RN de l'estuaire est également un levier identifié.

- **G - Si non, quelles sont les raisons de cette « non prise en compte » ?**

Question du ressort de l'Etat dans l'évaluation du bilan de la DTA.

- **H - Si non, quels sont les leviers pour aboutir à leur potentielle prise en compte ?**

Il semble nécessaire que le Ministère (MTEC) au niveau central et la DREAL en région assure un suivi annuel, d'évaluation des politiques publiques et l'intégration dans les SCOT, PLUI a minima des grandes orientations.

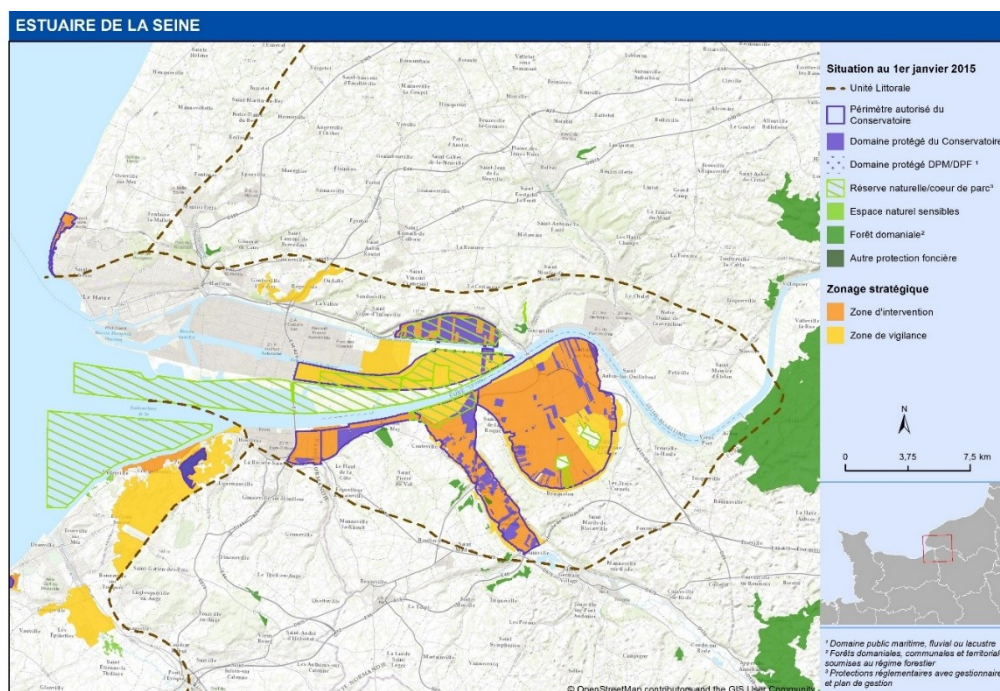
Un bilan des mesures compensatoires doit également être réalisé à la fois d'un point de vue surfacique afin d'appliquer Eviter Réduire Compenser (ERC) et un bilan qualitatif, les mesures réalisées ont-elles permis de compenser la perte d'habitats naturels.

Extrait de la stratégie d'intervention de 2015 : Estuaire de Seine

Il semble nécessaire que le Ministère (MTEC) au niveau central et la DREAL en région assure un suivi annuel, d'évaluation des politiques publiques et l'intégration dans les SCOT, PLUI a minima des grandes orientations.

Un bilan des mesures compensatoires doit également être réalisé à la fois d'un point de vue surfacique afin d'appliquer Eviter Réduire Compenser (ERC) et un bilan qualitatif, les mesures réalisées ont-elles permis de compenser la perte d'habitats naturels.

Extrait  
la



de

stratégie d'intervention de 2015 : Estuaire de Seine